

s'il existe, du procès-verbal de consultation des délégués syndicaux, s'il en existe, et de toutes explications nécessaires sur les causes ayant nécessité une prolongation de la durée quotidienne du travail sans autorisation préalable.

S'il se trouve dans l'attente d'une réponse à une demande de dépassement, il informe immédiatement l'inspecteur du travail de l'obligation où il s'est trouvé d'anticiper la décision attendue et en donne les raisons.

R. 3122-6

Décret n°2016-1551 du 18 novembre 2016 - art. 3

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

L'inspecteur du travail saisit d'une demande de dépassement, en application du présent paragraphe, fait connaître sa décision, dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception de la demande, à l'employeur et, s'il y a lieu, aux représentants du personnel.

[service-public.fr](#)

> Travail de nuit du salarié du secteur privé : Dépassement de la durée maximale quotidienne

### Sous-section 2 : Champ de la négociation collective

R. 3122-7

Décret n°2016-1551 du 18 novembre 2016 - art. 3

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Dans les conditions prévues à l'article **L. 3122-17**, le dépassement de la durée maximale quotidienne de huit heures fixée à l'article **L. 3122-6** peut intervenir pour les salariés exerçant :

- 1° Des activités caractérisées par l'éloignement entre le domicile et le lieu de travail du salarié ou par l'éloignement entre différents lieux de travail du salarié ;
- 2° Des activités de garde, de surveillance et de permanence caractérisées par la nécessité d'assurer la protection des biens et des personnes ;
- 3° Des activités caractérisées par la nécessité d'assurer la continuité du service ou de la production.

[service-public.fr](#)

> Travail de nuit du salarié du secteur privé : Négociation collective

R. 3122-8

Décret n°2016-1551 du 18 novembre 2016 - art. 3

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Lorsque, dans des cas exceptionnels, le bénéfice du repos prévu à l'article **R. 3122-3** n'est pas possible pour des raisons objectives, une contrepartie équivalente permettant d'assurer une protection appropriée au salarié intéressé est prévue par accord collectif de travail.

[service-public.fr](#)

> Travail de nuit du salarié du secteur privé : Négociation collective

## Section 2 : Affectation à des postes de nuit en l'absence d'accord

### Sous-section 1 : Dispositions supplétives

R. 3122-9

Décret n°2017-1819 du 29 décembre 2017 - art. 3

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

La demande d'autorisation d'affectation de travailleurs à des postes de nuit présentée à l'inspecteur du travail par l'employeur sur le fondement de l'article **L. 3122-21** justifie, de façon circonstanciée :

- 1° Les contraintes propres à la nature de l'activité ou au fonctionnement de l'entreprise qui rendent nécessaire le travail de nuit eu égard aux exigences de continuité de l'activité économique ou des services d'utilité sociale ;